

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, troisième session

1994, chapitre 78
**LOI CONCERNANT LA FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS
ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ), SES AFFILIÉS
ET LEURS SYNDICATS**

Projet de loi 267

présenté par M. Guy Chevrette, député de Joliette

Présenté le 3 mai 1994

Principe adopté le 17 juin 1994

Adopté le 17 juin 1994

Sanctionné le 17 juin 1994

Entrée en vigueur: le 17 juin 1994

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 78

Loi concernant la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), ses affiliés et leurs syndicats

[Sanctionnée le 17 juin 1994]

Préambule

ATTENDU que la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et ses organismes affiliés sont des entités ne possédant pas la personnalité juridique;

Qu'elles exercent tant sur le plan interne qu'à l'extérieur des activités susceptibles de créer des droits et des obligations;

Que la FTQ et ses organismes affiliés désirent obtenir la personnalité juridique;

Que les dispositions actuelles de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40) ne leur permettent pas d'atteindre cette fin sans inconvénients importants;

Qu'il y a lieu d'ajuster à leur situation de fait certaines dispositions de cette loi;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Constitution
en personne
morale

1. Malgré le paragraphe 1 de l'article 1 et le premier alinéa de l'article 19 de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40), la FTQ, une section locale ou un autre organisme affilié à la FTQ, ou une association de salariés dont au moins une section locale ou une autre composante est affiliée à la FTQ peut présenter à l'inspecteur général des institutions financières une demande constatant son intention d'être constitué en personne morale régie par la Loi sur les syndicats professionnels.

Information
et docu-
ments requis

2. Aux fins de cette demande, les paragraphes 2 et 3 de l'article 1 de la Loi sur les syndicats professionnels se lisent comme suit :

Demande

«2. a) La demande de la FTQ doit :

- i) indiquer son objet;
- ii) mentionner le nom, la nationalité et l'adresse d'au moins 3 administrateurs dont le président et le secrétaire général;
- iii) préciser l'adresse de son siège;
- iv) demander à l'inspecteur général des institutions financières d'autoriser sa constitution en personne morale;
- v) être accompagnée d'une déclaration sous serment de l'un des signataires de la demande et attestant la véracité des faits mentionnés dans la demande;

b) La demande d'une section locale ou d'un autre organisme affilié à la FTQ, ou celle d'une association de salariés, dont au moins une section locale ou une autre composante est affiliée à la FTQ, doit :

- i) indiquer le nom de la section locale ou de l'organisme;
- ii) indiquer son objet;
- iii) alléguer qu'au moins 15 personnes salariées et citoyennes canadiennes en sont membres;
- iv) préciser l'adresse de son siège;
- v) demander à l'inspecteur général des institutions financières d'autoriser sa constitution en personne morale;
- vi) être accompagnée d'une déclaration sous serment de l'un des signataires de la demande et attestant la véracité des faits mentionnés dans la demande;
- vii) être accompagnée, dans le cas d'une section locale ou d'un autre organisme, d'une attestation d'affiliation délivrée par le président ou le secrétaire général de la FTQ; s'il s'agit d'une association de salariés, dont au moins une section locale ou une autre composante est affiliée à la FTQ, l'attestation est à l'effet qu'au moins une section locale ou une autre composante de la requérante est affiliée à la FTQ.

«3. L'inspecteur général des institutions financières peut, sur demande accompagnée des attestations requises, autoriser la constitution en personne morale du requérant ou de la requérante. ».

Droits et
obligations
continus

3. La constitution de la requérante ou du requérant en une personne morale régie par la Loi sur les syndicats professionnels équivaut à continuation; ses droits, biens et obligations deviennent ceux de la personne morale; de même, sa structure et ses statuts et règlements deviennent ceux de la personne morale.

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 17 juin 1994.